

# Alliances politiques et modes de scrutin

Politique

---

Par [Thierry Pech](#)

Directeur général de Terra Nova

Publié le 26 juin 2024

**La clarification idéologique que Jacques Lévy appelle de ses vœux aura-t-elle lieu les 30 juin et 7 juillet prochains ? Pour Jacques Lévy, l'obstacle principal à la recomposition nécessaire de la scène politique tient au manque de lucidité ou de courage des responsables d'appareils politiques qui se trompent d'alliance. Mais il sous-estime ici la force contraignante de notre mode de scrutin, qui contribue puissamment à organiser les rapprochements politiques. En outre, le parallèle entre extrêmes, qu'il tient pour évident, doit tenir compte des rapports de force, qui rendent aujourd'hui prédominant le péril de l'extrême droite.**

**L**e soubassement théorique du point de vue défendu par Jacques Lévy se trouve dans un texte publié par Terra Nova il y a un peu plus de deux ans : « [Les métamorphoses du politique en Occident](#) ». Présentées dans le contexte actuel sous forme de tribune, ces réflexions bruissent de nombreux échos à l'actualité politique et elles se chargent d'une résonance très « présidentielle ». Comme le Président de

La République, Jacques Lévy semble croire que ces élections législatives pourraient être l'occasion d'une salubre « clarification ». Mais le sens qu'il donne à ce mot n'est, me semble-t-il, pas du tout celui que le Président lui prête.

Jacques Lévy espère une « clarification » de la recomposition du champ politique : il plaide pour qu'il ne soit pas décrit comme un tri-pôle bloc de gauche / centre / bloc de droite, mais comme un tri-pôle réactionnaires / progressistes / conservateurs ; les « réactionnaires » rassemblant, selon lui, le RN et LFI. Pour cela, il faudrait que les progressistes de gauche se séparent clairement des « réactionnaires » d'extrême-gauche, et que les conservateurs de droite ne tombent pas dans les bras des « réactionnaires » d'extrême-droite.

Le Président, de son côté, appelle de ses vœux une clarification d'une autre nature : la formation à l'Assemblée d'une majorité de gouvernement nette et cohérente qui mette « les extrêmes » en minorité. On notera que, dans les résultats des élections européennes que le Président a mis en avant pour justifier sa décision de dissoudre l'Assemblée nationale le 9 juin dernier, les extrême-droites rassemblent aujourd'hui 40% des suffrages exprimés et l'extrême-gauche représentée par LFI près de 10%, soit au total pas loin d'un électeur sur deux...

Emmanuel Macron ne s'embarrasse pas ici des distinctions que propose Jacques Lévy entre progressistes et conservateurs : la *summa divisio* qu'il met en avant sépare « les extrêmes » et le reste. Il ne s'embarrasse pas non plus d'un souci de juste représentation à l'Assemblée nationale des différentes sensibilités qui traversent la société française : il attend d'abord des élections qu'elles donnent à un gouvernement centriste (mais plus certainement de centre-droit) les moyens de gouverner, conformément à l'obsession des pères de la Ve République. Le scrutin majoritaire uninominal à deux tours étant l'instrument de prédilection de cette stratégie, contrairement à ce que propose ici Jacques Lévy.

Car enfin, qu'on y adhère ou qu'on les rejette, les alliances actuelles ne sont pas le fait de petites lâchetés accumulées ou d'une quelconque faiblesse de cœur de la part de ceux qui refuseraient de poser le nouveau cadre des affrontements politiques « pertinents ». Elles résultent essentiellement d'un système électoral qui promet les petits et les solitaires au tombeau pour parvenir à sa seule et unique fin : construire de fortes majorités de gouvernement. Cet étau met toutes les formations de l'arc républicain, devant un même dilemme : le compromis compromettant ou la pureté stérile. A ce compte, ce sont des agrégations confuses qui sont encouragées. C'est à ce prix que peuvent se former, dans notre régime, ce que l'on qualifie ensuite de « majorités claires » et qui, en général, révèlent rapidement dans l'exercice du pouvoir de nombreuses ambiguïtés et de profonds désaccords !

Le phénomène n'est d'ailleurs pas très nouveau : en 1981, François Mitterrand a gagné la présidentielle (et les socialistes, les législatives qui ont suivi) grâce à une « union de la gauche » qui rassemblait des orientations idéologiques très hétérogènes et qui n'a pas survécu longtemps à sa victoire. En 1993, le triomphe de la droite républicaine a envoyé à l'Assemblée des familles de conservateurs qui se sont fait rapidement la guerre deux ans plus tard et dont les tensions ont justifié la calamiteuse dissolution de 1997 (calamiteuse pour celui qui en avait pris l'initiative : Jacques Chirac). La même année, la victoire de la « gauche plurielle » portait assez bien son nom : elle s'est finalement débandée en une multitude de petites candidatures qui ont conduit à l'élimination de Lionel Jospin au premier tour de la présidentielle de 2002. Bref, nous ne découvrons pas aujourd'hui les dynamiques propres à nos institutions et au mode de scrutin législatif. Mais, aujourd'hui, la fragmentation du paysage politique et sa polarisation croissante donnent un caractère tragique à cette vieille mécanique. Nous n'avons tout simplement pas imaginé qu'elle finisse par profiter à ceux qu'elle avait si longtemps permis de marginaliser !

Le plaidoyer de Jacques Lévy en faveur de la proportionnelle, que je partage, trouve là sa meilleure justification. Mais alors il faut être conséquent : ce ne sont pas les acteurs qu'il faut accabler pour leur supposée faiblesse, ce sont les règles du jeu qui les avilissent qu'il faut changer. Du même coup, on peut difficilement leur demander de se sacrifier pour imposer la clarification d'un jeu politique dont ils auraient aussitôt disparu.

Au total, les 30 juin et 7 juillet prochains, il y a fort à parier que nous n'aurons ni la première clarification – celle que Jacques Lévy appelle de ses vœux – ni la seconde – celle dont le Président semble encore caresser l'espoir. La première n'aura pas lieu précisément parce que, pour les raisons susdites, le scrutin majoritaire pousse à des rassemblements où se brouillent les identités idéologiques.

La seconde clarification risque de n'être pas davantage au rendez-vous. D'une part, parce qu'il est tout à fait possible que, comme en 2022, aucune majorité claire ne se dégage de ce scrutin. Le « fait majoritaire » qui marqua notre vie politique pendant plus de 60 ans s'en est retiré il y a deux ans. L'exécutif a tenté de faire comme s'il ne s'était rien passé alors que cet événement traduisait une décomposition plus profonde des pôles qui structuraient notre espace public. Une décomposition telle que même ce mode de scrutin si puissamment agrégateur ne parvenait plus à la contenir.

D'autre part, parce que, si une majorité claire venait malgré tout à se dégager de ce scrutin, elle ne serait sans doute pas au profit des centristes ni même de la gauche unie dans le Nouveau front populaire, mais au profit de l'extrême-droite. S'il est hasardeux de faire des projections en sièges à partir des enquêtes d'opinion disponibles à ce jour, les rapports de force ne laissent cependant guère de chances au bloc présidentiel ni même au Nouveau front populaire.

Enfin, l'équivalence supposée entre extrême-gauche et extrême-droite manque une réalité pourtant très simple à

comprendre. Le parallèle LFI/RN consiste à rapprocher dans une belle symétrie deux formations jugées « réactionnaires » pour leur orientation idéologique. Je n'entre pas ici dans la discussion sur les similitudes et les différences entre ces deux mouvements. Mais, si on se préoccupe sérieusement du drame politique en cours, on est obligé d'introduire une nuance de poids entre les deux : d'un côté un parti qui pèse un tiers de l'électorat et devient le principal pôle d'attraction de son camp, de l'autre un parti qui pèse à peine 10% des suffrages et qui n'est plus hégémonique dans le sien. Versons au moins cela au crédit de la campagne de Raphaël Glucksmann aux élections européennes : le leadership à gauche a changé de main depuis 2022, si tant est d'ailleurs que le score de Jean-Luc Mélenchon au premier tour de la dernière présidentielle puisse s'interpréter comme un vote d'adhésion aux thèses de La France insoumise. Et reconnaissons que les menaces ne sont pas du tout de même intensité. La probabilité d'un gouvernement LFI demain dans notre pays est infime : c'est le RN qui est aujourd'hui aux portes du pouvoir. Disant cela, je ne conteste pas les critiques adressées contre LFI que j'ai moi-même souvent portées, mais la mise en perspective suggérée par la rhétorique des périls jumeaux. Le péril historique, ce n'est pas la montée de ces deux blocs qui menaceraient le reste de la scène politique dans une lutte à mort contre les progressistes et les conservateurs, mais l'apothéose du RN.

Une élection ne peut pas tout régler. Le principal problème qui est aujourd'hui soumis aux Français peut se résumer en une phrase : voulez-vous un gouvernement d'extrême-droite ?